Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Industrie-mini%C3%A8re-en-Argentine-Complicit%C3%A9-nationale-dans-la-spoliation-internationale-Fernando-Pino-Solanas>

Industrie minière en Argentine Complicité nationale dans la spoliation internationale Fernando « Pino » Solanas

Date de mise en ligne : samedi 2 janvier 2010

- Notre Amérique - Exploitation minière -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Menemisme, mega-industrie minière et contamination

Les plaintes concernant la mega industrie minière et la Barrick Gold dont traite mon film « Terre soulevée / Or impur » ont déclenché la colère du gouverneur de la Province de San Juan [Argentine] qui, à chaque présentation du film dans les différentes provinces, a envoyé ses camionnettes avec ses complices essayant d'empêcher les projections, mais ils ont toujours été refoulés par l'assistance. José Luis Gioja m'a même défié à un débat public à la télévision, mais par deux fois il a fait faux bond au rendez-vous et a envoyé son frère - le sénateur César Gioja - qui, avec toupet et cynisme, a nié mes plaintes sur la désastre environnemental et le pillage qui résulte de l'exploitation qu'ils défendent. Depuis ses médias locaux, le gouverneur minier a lancé une campagne voulant démontrer que j'étais contre l'industrie minière et, qu'étant député dans les années '90, j'avais voté les lois minières que lui avait proposé. Mais, bien sûr, j'ai été un adversaire virulent à toutes ses propositions, avec comme seule exception d'avoir approuvé dans la Commission de Ressources naturelles l'avant-projet de Protection Environnementale Minière (N° 24.585/95 et introduite au Code de l'Industrie minière). Personne n'imaginait les ravages que la mega industrie minière produirait, aucun de ses gisements n'était en fonction. Quelques mois plus tard, je me suis opposé et je n'ai pas voté pour dans l'enceinte nationale quand cela fut transformé en loi.

Cela vaut la peine de rappeler les trajectoires : au début des années 90, les frères Gioja étaient les opérateurs de [Menem](#) [Président de l'Argentine entre 1989-1999] et des agents de la [Barrick Gold](#) [Canada], avec la mission de faciliter le débarquement de la mega industrie minière en Argentine et de pouvoir s'associer commercialement à elle. C'était l'époque où je dénonçais Carlos Menem comme le chef d'une bande de délinquants qui dilapidait le patrimoine national, la compagnie pétrolière nationale Y.P.F. et les ressources, tandis que ses « *compañeros* » me poursuivaient avec des procès et menaces et m'agressaient par six coups de feu dans mes jambes. On vivait la déroute et le festin des privatisations : « le pays est à genoux » - justifiait le ministre Dromi, « je vole pour la Couronne », prévenait J. L. Manzano - tandis que l'on entendait dire au Congrès que les serviettes pleines des dollars étaient distribuées dans les bureaux. Le projet minier était financé par la Banque Mondiale comme dans 70 autres pays ayant de grandes réserves minières. Député à l'époque, José Luis Gioja, était l'un des Benouïouï les plus loyaux de Menem, qui a voté toutes les lois de privatisations du modèle et ce dernier l'a installé à la présidence de la Commission d'Industrie minière de la Chambre de Députés pour avancer le paquet de lois que lui dictaient les multinationales étrangères. César Gioja a été la tête visible de Santa Gema Bentonita [1], entreprise familiale qu'ils ont fondée pour approvisionner le Barrick Gold.

J'ai été élu à la Chambre des Députés le 10 décembre 1993 et j'ai exercé mon mandat jusqu'au 10 décembre 1997. Au sein de la Commission d'Énergie j'ai été en tête du mouvement qui a empêché la privatisation du [Barrage de Yacyretá](#), de [Salto Grande](#) et de la CNEA [Commission nationale de l'énergie atomique] ; dans la Commission de Ressources naturelles nous avons arrêté la privatisation des Parcs Nationaux que Maria Julia Alsogaray promouvait ; dans la Constituante de la Santa Fe j'ai été vice-président de la Commission des Nouveaux Droits qui a rédigé l'article 41 de protection écologique, mais je n'ai pas juré sur la Constitution : le modèle néolibéral légitimait et établissait la provincialisation des ressources du sous-sol (art 124). Les premières lois minières ont été votées en 1993, avant que je ne sois élu député. La plus importante a été celle d'Investissements Miniers N° 24.196/93 qui a fixé le cadre général des suivantes et cela continue d'être l'un des plus grands exemples de la volonté antinationale de Menem et de José Luis Gioja : les multinationales minières jouissent d'une stabilité fiscale de 30 ans ; elles sont exonérées du paiement de tout type d'Impôt national, provincial et municipal, au chèque et au gasoil [particularité fiscale argentine] ; elles déduisent des bénéfices tous leurs investissements et importent librement fournitures et biens de capital. Comme le pourcentage de revenus ne leur semblait pas suffisant, José Luis Gioja a promulgué la loi N° 25.161/99, pour qu'elles puissent déduire des royalties 3 % de tous les coûts de production à partir de la sortie de mine : broiement, raffinage, transport et sécurité jusqu'au port de destination et c'est ainsi que les provinces ont commencé à recevoir misérablement entre 1 à 1,5%. Sans contrôle public aucun et avec une simple déclaration sous serment, les mega mines exportent des sommes millionnaires : La Alumbrera produit par an 700.000 onces d'or et 190.000 tonnes de cuivre qui à la valeur d'aujourd'hui représentent 2000 millions de dollars environ ; le complexe

Veladero-Pascua Lama produira encore plus. Ce qui coûte aux Gioja de répondre c'est : pourquoi avec tant de richesse les provinces minières - comme les pétrolières - continuent à se noyer dans la pauvreté et les déficits fiscaux, qui les obligent à s'endetter ? Rappelons que l'industrie minière est l'unique secteur de la production qui exporte sans obligation de déposer dans le pays les devises fuites de leurs ventes et elles sont récompensées par des ristournes de l'État qui vont de 2,5 à 7,5 % de leurs exportations. La méthode est plus efficace que le vieux colonialisme de Potosí parce que maintenant nous les payons pour qu'ils emportent tout.

Jusqu'à quand nous argentins allons-nous tolérer une telle spoliation ?

Trois décennies après la dictature et une après le gouvernement Menem, plusieurs de leurs lois continuent d'être en vigueur : celle de *Entidades Financieras* (Dictature militaire : Martínez de Hoz, de N° 21.526/77), la *Reforma del Estado* (N° 23.696/89) ; *Provincialización et Privatisación de Hidrocarburos* (N° 24.145/91) ; les *Leyes Mineras* de Gioja et le traité de *Complementación Minera Argentino- Chilena* (29/12/97). Ce dernier est un cas inédit dans l'histoire contemporaine : il crée un troisième territoire le long de la cordillère des Andes et sur une zone frontalière de 100 km de large, où les entreprises jouissent d'une souveraineté, d'une douane et d'aéroports propres. Et c'est là que se trouve l'une des plus grandes réserves d'eau potable du continent menacée par l'action de l'industrie minière. Le veto récent de la Présidente à la Loi des Glaciers que la Barrick Gold soutenait et que les frères Gioja ont promu est un exemple de la soumission irresponsable de la Nation aux multinationales. Il est impérieux d'en finir avec le modèle de pillage et de la corruption qu'ils nous ont laissé. Nous législateurs devons prendre l'engagement patriotique - comme acte de réparation au peuple - de promouvoir depuis le Congrès quelques mesures comme :

- ▶ Interdire l'industrie minière à ciel ouvert avec des substances toxiques,
- ▶ enquêter sur la contamination que produit la mega industrie minière et
- ▶ exiger la résiliation du Traité Minier Argentino-Chilien.

Sous la devise « l'eau vaut plus que l'or », la mobilisation historique des populations et des assemblées citoyennes de sept provinces a ouvert le chemin après avoir obtenu que leurs parlements interdisent l'industrie minière à ciel ouvert avec des substances toxiques. La domination impunie de la canadienne Barrick Gold, à Bajo de la Alumbrera, aux côtés des Gioja, Beder Herrera et Brizuela del Moral a commencé son compte à rebours.

Fernando Pino Solanas, Député Proyecto Sur pour la Capitale.

© 2000-2010 Proyecto Sur. République Argentine

Tous droits réservés

Traduction de l'espagnol pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi

Post-scriptum :

Notes :

[1] [Bentonitas Santa Gema](#) : Une entreprise minière producteur de bentonites, d'argiles plastiques et d'aluminium et silicate en général.